

1

Monsieur le président,

Mes chers collègues,

Ma question s'adresse au premier ministre. L'Etat et ses entreprises publiques, sont la propriété de ceux qui n'ont rien. Les privatiser, c'est organiser une spoliation de masse. Les français sont majoritairement opposés aux privatisations. Mais vous proposez de vendre les aéroports de Paris et la Française des jeux. Rien ne le justifie. Surement pas la bonne gestion des deniers publics. Au contraire, privatiser c'est appauvrir et démanteler l'État. Elles ne sont pas un poids financier : elles rapportent de l'argent. 4 milliards d'euros pour la Française des Jeux, 130 millions d'euros pour les aéroports de Paris. Et les aéroports sont une frontière de notre pays que vous voulez confier au pouvoir de l'argent. Comment croire que la sécurité ne sera pas supplantée par l'obsession de la rentabilité ?

Leur privatisation gaverait des actionnaires qui exploiteraient des biens entièrement financés par l'État, donc par nous tous. Les usagers payent généralement la cupidité des actionnaires par les hausses de prix et la dégradation de la qualité.

2

Faut-il rappeler le fiasco de la vente des autoroutes ? 20% d'augmentation des péages en moyenne. Et à quoi sert cet argent ? A investir ? A améliorer la qualité du service ? La sécurité routière ? Non : les actionnaires se distribuent 95% des bénéfices. Se construisent d'immenses richesses privées grâce à l'accaparement de biens publics, avec la complicité des gouvernements. Suite à la vente de l'aéroport de Toulouse, conduite par Emmanuel Macron alors ministre, le nouvel actionnaire a pillé la trésorerie par un dividende exceptionnel.

Les différentes privatisations de ces 30 dernières années ont été de vrais scandales. L'opacité ne peut plus être la règle. Le patrimoine public appartient à tous. Aussi, voici ma question. Acceptez-vous de geler toute privatisation tant que nous n'aurons pas un bilan détaillé et global des ventes précédentes ? Quel doit être le périmètre de l'Etat ? Voulez-vous un Etat stratège, puissant, garant de l'intérêt général et capable d'affronter les multiples défis de notre époque, ou un Etat rabougri, fantoche, soumis aux intérêts privés ?